



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU VAL-D'OISE

DIRECTION
DÉPARTEMENTALE DES
TERRITOIRES

Service de l'Agriculture, de la
Forêt et de l'Environnement
(SAFE)

Pôle Environnement

Cergy, le

19 MARS 2015

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE N° 12336 de MISE EN DEMEURE

Société SCI SAINT-WITZ LOGISTIQUE

à SAINT-WITZ

Le Préfet du Val-d'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment son article L. 171-8 ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 juin 1987 accordant le bénéfice de l'antériorité à la société des Entrepôts DUBOIS située à SAINT-WITZ – Rue de la Ferme Saint-Ladre pour des installations classées sous la rubrique 183 ter (autorisation) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la lettre préfectorale du 2 février 2006 délivrant un récépissé sans frais à la société UIS PERCIER de sa succession à la société Entrepôts DUBOIS pour l'exploitation de l'entrepôt situé Rue de la Ferme Saint-Ladre à SAINT-WITZ ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2006 imposant des prescriptions techniques complémentaires à la société UIS PERCIER et notamment les dispositions de l'article 36-1 des prescriptions techniques ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 juin 2008 mettant en demeure la société UIS PERCIER de respecter certaines dispositions de l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2006 précité ;

VU le rapport du 6 août 2014 de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France – Unité territoriale du Val-d'Oise établi suite à la visite d'inspection réalisée le 24 juillet 2014 sur le site de la société SCI SAINT-WITZ LOGISTIQUE ;

VU la lettre du 6 août 2014 de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France – Unité territoriale du Val-d'Oise délivrant le récépissé sans frais à la société SCI SAINT-WITZ LOGISTIQUE de sa succession à la société UIS PERCIER et invitant l'exploitant à formuler ses observations sur la proposition de mise en demeure ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 août 2014 actualisant le classement des installations exploitées par la société SCI SAINT-WITZ LOGISTIQUE sur le territoire de la commune de SAINT-WITZ – 18, Rue de la Ferme Saint-Ladre ;

VU les lettres des 25 septembre 2014 et 13 novembre 2014 par lesquelles la SCI SAINT-WITZ LOGISTIQUE apporte des éléments de réponse au courrier contradictoire du 6 août 2014 susvisé ;

VU la note du 8 janvier 2015 de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France – Unité territoriale du Val-d'Oise établie suite aux éléments de réponse fournis par l'exploitant ;

CONSIDERANT qu'au cours de l'inspection du 24 juillet 2014, il a été constaté que le bâtiment 1 n'est accessible que sur une seule face pour l'intervention des services d'incendie et de secours ;

CONSIDERANT que si les informations contenues respectivement dans les courriers de l'exploitant des 25 septembre et 13 novembre 2014 sont de nature à ne pas donner suite aux propositions de mise en demeure relatives aux dispositions des articles 15-3 et 39-4 des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2006 , en revanche, le passage situé à l'est du bâtiment 1 ne saurait être considéré comme une voie d'accès aux services d'incendie et de secours dans la mesure où cette voie forme un cul-de-sac ; que par suite les dispositions de l'article 36-1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2006 qui contraignent l'exploitant à assurer l'accessibilité aux services d'incendie et de secours au bâtiment 1 sur deux faces au moins ne sont pas respectées ;

CONSIDERANT que ce constat constitue une non-conformité notable pouvant conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations ou avoir un impact important sur l'environnement ;

CONSIDERANT qu'il convient, par conséquent, de faire application de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SCI SAINT-WITZ LOGISTIQUE de respecter les dispositions de l'article 36.1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2006 susvisé ;

SUR la proposition de monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Val-d'Oise ;

A R R E T E

Article 1er : La société SCI SAINT-WITZ LOGISTIQUE implantée 18, Rue de la Ferme Saint-Ladre sur le territoire de la commune de SAINT-WITZ est mise en demeure de respecter :

- dans un délai de **TROIS MOIS** à compter de la date de notification du présent arrêté :

- les dispositions de l'article 36.1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2006 susvisé, en assurant l'accessibilité aux services d'incendie et de secours du bâtiment 1, sur deux faces au moins.

Article 2 : En cas de non respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues aux articles L.171-8 et L.173-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 3 : Une copie de l'arrêté sera affichée en mairie de SAINT-WITZ pendant la durée d'un mois et sera déposée aux archives de la mairie pour être maintenue à la disposition du public.

Le maire établira un certificat attestant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la Direction Départementale des Territoires du Val-d'Oise (DDT).

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise : 2/4, Boulevard de l'Hautil - B.P. 322 - 95027 CERGY-PONTOISE Cedex.

1°) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte leur a été notifié ;

2°) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture du Val-d'Oise, le directeur départemental des territoires du Val-d'Oise, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France et le maire de SAINT-WITZ sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy, le

19 MARS 2015

le Préfet
Pour le Préfet du Val d'Oise
Le Secrétaire Général

Daniel BARNIER

